



Cartographie des acteurs du secteur public œuvrant dans le système de culture mil - arachide / maraichage et ciblage d'opportunités d'affaire en agroécologie avec le projet SCALA



Atelier de validation du 13 mars 2023

Dakar, Hôtel Novotel

Abdoulaye DIARRA, Consultant Changement climatique et développement institutionnel

PLAN DE LA PRESENTATION



I. Contexte justification et objectifs de l'étude

II. Bref rappel de la méthodologie

III. Enjeux liés à l'agroécologie

IV. Clarification conceptuelle des acteurs du secteur public

V. Acteurs du secteur public dans le système de culture mil - arachide et maraîchage

VI. Approches d'intervention des acteurs publics du système mil et arachide

VII. Analyse des obstacles, points d'entrée pour l'engagement et l'investissement du secteur privé

VIII. Recommandations pour un environnement favorable pour l'agroécologie

CONTEXTE DE L'ETUDE

- Le Sénégal, à l'instar des autres pays Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC) s'est engagé, dans sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN), à réduire ses émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 21% à l'horizon 2030 et à renforcer l'adaptation des systèmes humains et des écosystèmes. Par ailleurs, la ratification de l'Accord de Paris sur le climat engage le Sénégal à accélérer la mise en œuvre de sa CDN. Cela suppose que le Sénégal traduise les grandes orientations de sa CDN en actions concrètes intégrant tant l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre que l'adaptation aux changements climatiques.
- En matière d'adaptation, le Sénégal s'est engagé dans un processus d'élaboration de son Plan national d'adaptation (PNA), en adoptant une démarche sectorielle et participative. Depuis 2019, trois autres projets appuient l'élaboration du PNA agriculture :
 - Le projet Adapt-Action, financé par l'Agence française de développement (AFD) ;
 - Le projet Sécurité alimentaire : une agriculture adaptée (SAGA),
 - Le projet Plan national d'adaptation Sénégal (PNA-FEM), mis en œuvre par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec la DEEC.
 - Rejoint par le nouveau « Programme d'appui à l'intensification de l'ambition climatique pour l'utilisation des terres et l'agriculture à travers la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) » - SCALA - mis en œuvre au Sénégal par les bureaux pays de la FAO et du PNUD.

CONTEXTE DE L'ETUDE

- Pour opérationnaliser le projet SCALA au Sénégal, le bureau du PNUD au Sénégal s'est adjoint un consultant pour :
- - *effectuer (mettre à jour) de manière participative la cartographie des acteurs (hors acteurs du secteur privé) dans les systèmes de culture arachide-mil-maraîchage ;*
- - *identifier les défis et les barrières auxquels les acteurs doivent faire face pour la mise en place d'un environnement favorable à la transformation agroécologique des systèmes mil/arachide et maraîchage.*

LA CARTOGRAPHIE

- La cartographie est un travail d'identification des acteurs clés d'un pays (ou d'un secteur) déterminé avec pour objectif de mieux comprendre comment ils s'inscrivent dans une **dynamique relationnelle** d'où émergent les processus de développement
- Elle permet d'identifier les acteurs clés qui agissent dans le secteur mil arachide et maraichage, système , d'apprécier leurs **relations**, **leur poids relatif**, leur **rôle**, les **influences** et la **dynamique interne** en vue de partager leurs expériences et ainsi aider les décideurs à identifier, formuler et opérationnaliser des politiques et des stratégies en matière d'adaptation et d'atténuation dans le cadre d'un changement à moyen et long terme.

Rappel de la méthodologie

La phase
d'imprégnation
et de cadrage
sans délai ;

La phase
documentaire et
d'affinement de
la
méthodologie ;

La phase
d'investigation et
d'entretien avec
les acteurs ;

La phase
d'analyse et de
rédaction ;

La phase de
validation et de
finalisation.

ENJEUX DE L'AGROÉCOLOGIE

- Bien loin d'une simple fusion entre agronomie et écologie, l'agroécologie apparaît comme un projet innovant, qui se positionne à la fois dans le champ des sciences de la nature, des sciences économiques et sociales, de la politique et de l'action.
- elle engage à faire évoluer nos manières de travailler :
 - en développant des approches systémiques ;
 - en renonçant aux séduisantes simplifications du type « un problème, un intrant » ;
 - en revalorisant les savoirs locaux et les mettre en synergie avec les savoirs scientifiques ;
 - en décroissant l'innovation,
 - en repositionnant l'agriculture au sein des territoires et des systèmes alimentaires ;
 - enfin, en favorisant les dynamiques d'apprentissage individuel et collectif, source d'innovation et d'adaptation aux situations locales.

CLARIFICATION CONCEPTUELLE

- L'acteur est une personne ou une organisation qui prend une part active, joue un rôle important par rapport à la problématique considérée. Mais étant donné que l'étude s'intéresse aux acteurs publics, il va sans dire qu'il s'agit ici plutôt d'organisations qui ont souvent une personnalité juridique et une autonomie dans leur gestion.
- Le secteur public comprend d'une part les administrations publiques de l'État et des collectivités territoriales, et d'autre part les entreprises dont au moins 51 % du capital social est détenu par une administration publique ; ainsi que les associations qui en dépendent en grande partie pour leur financement.

RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE

- **Les résultats attendus se déclinent ainsi qu'il suit :**

- Les organismes du secteur public, dans le système mil–arachide / maraichage, actifs dans les domaines précités, sont identifiés ;
- La catégorisation des secteurs d'activités et du domaine d'intervention est connue au plan national ;
- Une analyse de leur(s) approche(s) de travail et une évaluation de leur impact sur le terrain est effectuée ;
- Une analyse du réseau et la définition de la nature des potentiels liens entretenus avec les acteurs publics et institutionnels aux niveaux local et national sont clarifiées ;
- Les intérêts du secteur public à s'engager dans l'action climatique (opportunités d'affaires en agroécologie et promotion des variétés adaptées) sont déterminés.

Acteurs publics ciblés dans la cartographie

Directions techniques :

- Direction de l'Agriculture (DA)
- Directions Régionales de Développement Agricoles au niveau régional
- Direction du Machinisme Agricole
- Direction de l'Horticulture

Agences et Instituts et sociétés

- Agence Nationale de Conseil Agricole et rural (ANCAR)
- Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA)
- Institut de Technologie Alimentaire (ITA) (Ministère de l'Industrie)
- SONACOS
- SAED
- SODAGRI
- ANIDA

Fonds d'appui

- Fonds National Agro-Sylvo pastoral (FNDASP)
- Fonds D'appui au Développement du Secteur Rural (FADSR)
- Fonds de Stabulation (FONSTAB) – Ministère de l'Élevage

Projets et programmes

- PROVALE CV
- Projet Agri jeunes/FIDA
- PADAER
- PRODAC

B. Les autres structures publiques ayant des liens avec le système mil/arachide

Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition Écologique

- DEFCCS
- DEEC
- ASERGMV
- CSE

Ministère du Tourisme et des Transports Aériens

Agence Nationale de la Navigation Aérienne et de la Météorologie (ANACIM)

Ministère du Commerce et des PME

- Agence de Régulation des Marchés (ARM)
- Marché d'Intérêt National (MIN)
- Direction du commerce intérieur
- Direction du Commerce Extérieur
- ASEPEX
- FIDAK

Structures administratives à vocation financière ou services financiers

- La Banque Agricole (LBA)
- Banque nationale de Développement Économique (BNDE)
- Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP)
- Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des jeunes (DER/FJ)
- Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME)

Acteurs privés ciblés

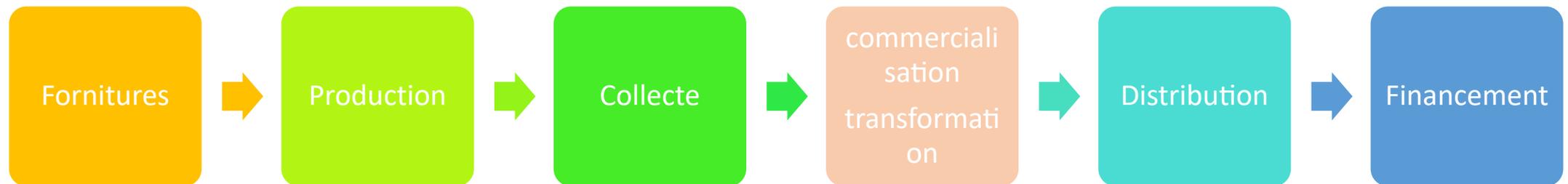
Les institutions de microfinance

- **Opérateurs semenciers;**
- **Les fournisseurs d'intrants (engrais bio;...) et de matériel agricole;**
- **Les transformateurs;**
- **Les commerçants;**
- **Les transporteurs;**
- **Les consommateurs ; etc**
- **Les ONG (ENDA PRONAT, CONGAD, etc.) ;**
- **Les entreprises agréées dans les secteurs ciblés;**
- **Les organismes de conseil;**
- **Les coopératives ;**
- **Les agro-industriels;**
- **Les structures associatives (AUMN et autres);**

Pluralité des acteurs

Une grande diversité d'acteurs intervient dans les systèmes mil/arachide et horticulture avec des statuts différents appartenant au même ministère ou non..

On pourrait discriminer les acteurs selon les différentes étapes de la chaîne de valeur selon la figure suivante.

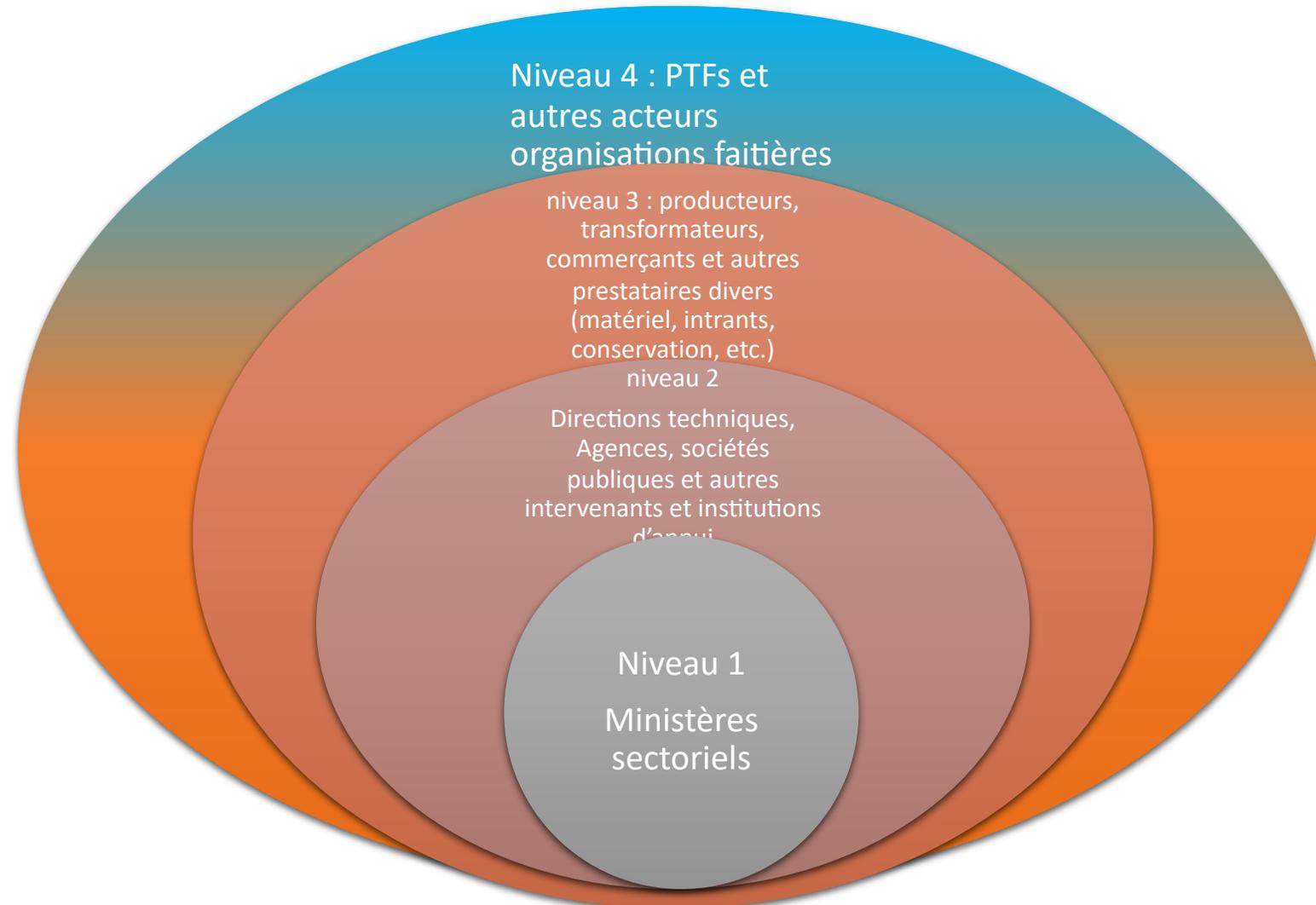


Etapas chaîne de valeur	Acteurs publics	Acteurs privés
Planification	MAER ISRA DA DRDR ANCAR DHORT DAPSA, FNDASP FADSR, LBA BNDE FONGIP	FENAB FONGS CNCR Associations agriculteurs
Fournitures : Semences/engrais et produits phyto	MAER ISRA DA DRDR ANCAR DHORT Projets et programmes en ancrage	FENAB FONGS CNCR Associations agriculteurs Opérateus privés de vente de semences Exploitants individuels
	MAER ISRA DA ; DRDR ANCAR Projets et programmes en ancrage	FENAB ; FONGS ; CNCR Associations agriculteurs Opérateus privés de vente de semences Exploitants individuels
Encadrement et suivi	MAER ISRA DA ; DRDR ; ANCAR Projets et programmes en ancrage	FENAB FONGS CNCR Exploitants

Etapes chaîne de valeur	Acteurs publics	Acteurs privés
Planification	MAER ISRA DA DRDR ANCAR DHORT DAPSA	
Fournitures : Semences/engrais et produits phyto	MAER ISRA DA DRDR ANCAR DHORT Projets et programmes en ancrage	FENAB FONGS CNCR Associations agriculteurs Opérateurs privés de vente de semences Exploitants individuels
	MAER ISRA DA DRDR ANCAR Projets et programmes en ancrage	FENAB FONGS CNCR Associations agriculteurs Opérateurs privés de vente de semences Exploitants individuels
Encadrement et suivi	MAER ISRA DA DRDR ANCAR Projets et programmes en ancrage	FENAB FONGS CNCR Exploitants

Etapas chaîne de valeur	Acteurs publics	Acteurs privés
Collecte/Récolte		Exploitants à différents niveaux : Individuels, Opérateurs privés, chefs d'exploitation
Commercialisation/transformation et distribution	MAER MCCPME SONACOS ARM Direction Commerce Intérieur (DCI) Direction du Commerce Extérieur (DCE) Marché d'Intérêt National	Opérateurs privés Organisations de commerçants Grandes surfaces (Auchan, Casino, Leaderprice, Carrefour, EDK, etc.) GIE spécialisés Marchands Détaillants
Financement	LBA BNDE FONGIP DER LOCAFRIQUE ADEPME FNDASP FADSR FONSTAB	FENAB FONGS CNCR ONGs Associations agriculteurs Opérateurs privés de vente de semences Exploitants individuels

Segmentation des acteurs du système mil/arachide et horticulture



Synthèse : analyse SWOT des chaînes de valeurs horticoles et du système mil/arachide

FORCES

- Existence de documents de politique qui placent les filières en priorité gouvernementale et qui promeuvent une approche rationnelle de conservation de la base productive ;
- CDN agriculture et CDN nationale validées et mises en oeuvre ;
- Existence d'un dispositif national pour la commercialisation;
- Existence du PANA ;
- existence d'un fonds de commercialisation depuis 2022 mis en place par ARM pour l'horticulture
- Volonté politique de booster la filière horticole et arachidière et l'agroécologie en général et une agriculture durable

FAIBLESSES

- Adoption de l'AB faible dans les structures
- Assez faible investissement dans la filière mil
- dégénérescence des semences d'arachide et perte de qualité génétiques
- faible organisation de la production de semences de qualité;
- faiblesses des moyens financiers de la recherche
- matériel agricole subventionné inadapté et souvent abandonné;
- faibles capacités des organisations paysannes
- faible implication des collectivités dans l'appui au développement de l'AB

OPPORTUNITES

- Organisation de producteurs mieux structurés;
- marché intérieur de plus en plus favorable à la promotion des produits locaux ;
- possibilité d'exportation accrues avec la Chine pour l'arachide et l'UE pour les produits horticoles ;
- Volonté des PTF à accompagner les processus de transition écologique notamment dans le domaine de l'agro-écologie
- Existence de structures d'appui mises en place par l'Etat central (FONGIP, BNDE, LBA, DER FJ) et FNDASP, FADSR
- Existence de projets et programmes publics qui promeuvent l'agro-écologie (PROVAL CV, AGRIJEUNE, etc., projets en ancrage au MEDDTE, ASERGMV))

MENACES

- Crises internationales induisant un renchérissement des coûts des intrants (engrais) ;
- Augmentation des prix des matériels et engins agricoles à cause des crises internationales ;
- Importations massives en provenance de l'UE et du Maghreb de produits horticoles et manufacturés ;
- dégénérescence de la qualité des semences d'arachide;
- spoliation des terres horticoles en faveur de multinationales

ANALYSE DES OBSTACLES, POINTS D'ENTREE POUR L'ENGAGEMENT ET L'INVESTISSEMENT DU SECTEUR PUBLIC EN TENANT COMPTE DU RISQUE CLIMATIQUE ET DE L'INTEGRATION DE LA DIMENSION GENRE

2/3

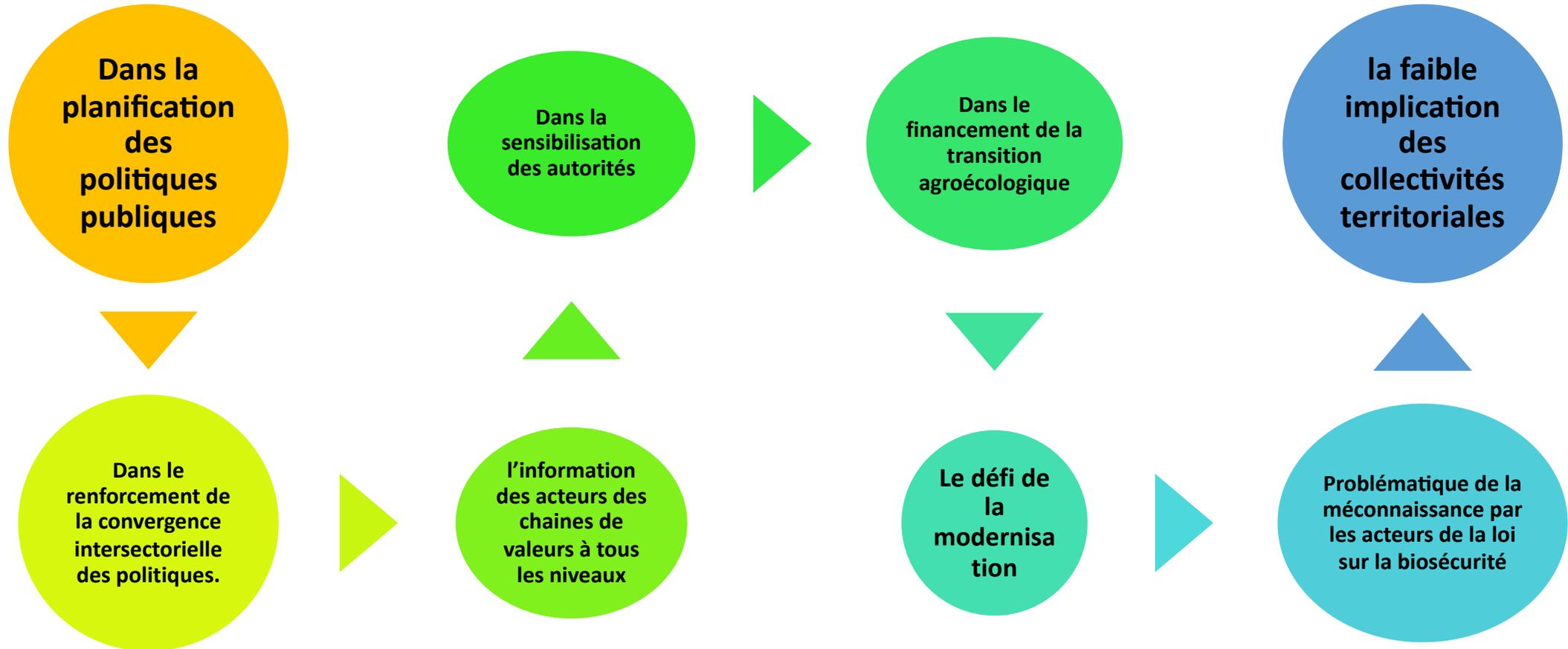
- Les principaux obstacles du point de vue des acteurs du public sont dans la maîtrise globale de la situation des systèmes mil/arachide et horticulture compte tenu des nombreuses initiatives notamment dans le domaine horticole mais aussi dans la meilleure planification de la production.
- L'impression qui se dégage selon les acteurs rencontrés sur le terrain, c'est le manque d'information et d'orientation pour les productions.
- La Collecte des données technico-économiques des différentes productions et un meilleur partage de l'information entre acteurs permettraient non seulement de mieux s'accorder sur les statistiques agricoles constamment contestées mais aussi et surtout disposer d'éléments d'appréciation utiles à la prise de décision sur le pilotage des activités au niveau national par rapport aux priorités nationales.
- Les taux élevés d'accès aux crédits de production ou de commercialisation et les conditions des institutions financières souvent considérées comme rédhibitoires de la part de certaines organisations faitières (CNCR, AUMN, FENAB, etc.) ne militent pas aussi pour un renouvellement des équipements et matériels pour la production et donc pour la transition écologique souhaitée.
- L'absence d'une approche filière pour développer toute la chaîne de valeurs, notamment de cadre de concertation qui va permettre aux différents acteurs d'échanger de manière permanent pour sécuriser le secteur et faciliter les engagements d'investissement.

ANALYSE DES OBSTACLES, POINTS D'ENTREE POUR L'ENGAGEMENT ET L'INVESTISSEMENT DU SECTEUR PUBLIC EN TENANT COMPTE DU RISQUE CLIMATIQUE ET DE L'INTEGRATION DE LA DIMENSION GENRE

2/3

- La compétence des acteurs est aussi une donnée fondamentale si on veut réussir l'engagement et l'investissement dans l'agro-écologie. Les acteurs informés et bien imprégnés des principes et règles de l'agro-écologie vont aller progressivement vers l'adoption de nouvelles pratiques alternatives. Celles-ci seront orientées vers le compostage et les bio engrais pour la fertilisation et l'augmentation des rendements mais aussi la reconstitution des sols dégradés, l'agroforesterie ou l'association cultures arbres pour l'amélioration de la fixation de l'azote du sol. Pour l'irrigation, l'installation de pompes solaires ou éoliennes pour le système d'exhaure et l'abandon progressif des motopompes à gasoil.
- Le renforcement des compétences sera tout aussi nécessaire dans la production, par la maîtrise des itinéraires techniques et des exigences de production qui respectent les principes de l'agro-écologie.
- Les services techniques de l'État font des formations et semblent souvent bien en phase avec les organisations faitières sur les priorités mais force est de constater que les cibles touchées sont infimes comparées aux besoins sur le terrain. Un véritable plan de renforcement de capacités à grande échelle est nécessaire pour toucher le maximum de
- L'inexistence d'un réseau entre les acteurs est aussi un obstacle qu'il convient de corriger au plus vite pour assurer la promotion de l'engagement et l'investissement du secteur public. Les efforts du secteur public peuvent davantage être mieux orientés si la visibilité des acteurs est plus forte et leurs besoins sont mieux connus. Un réseau bien structuré a aussi l'avantage d'assurer une mise en relation entre tous les acteurs et un meilleur portage des priorités.

PRINCIPAUX DÉFIS ET BARRIÈRES POUR LA MISE EN PLACE D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE À LA TRANSFORMATION AGROÉCOLOGIQUE



PRINCIPAUX DÉFIS ET BARRIÈRES POUR LA MISE EN PLACE D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE À LA TRANSFORMATION AGROÉCOLOGIQUE

1. Dans la planification des politiques publiques

Les trois sous-secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'élevage disposent tous d'une politique sectorielle qui promeut l'adaptation aux changements climatiques mais aussi d'une CDN sectorielle qui propose des projets et programmes d'adaptation au changement climatique.

Malheureusement, la problématique du changement climatique est souvent réduite à la création d'un simple bureau dédié et qui ne prend pas toujours en compte les acteurs privés (les groupements, les faîtières et les ONG) qui sont plus impliqués et plus visibles sur le terrain.

- **Dans le renforcement de la convergence intersectorielle des politiques.**

Une transformation structurelle dynamique des habitudes alimentaires est en cours avec des impacts sur les chaînes de valeur alimentaires et nutritionnelles. Elle soulève le besoin d'une convergence des politiques des secteurs agricole, forestier, élevage et agroalimentaire pour inclure tous les acteurs dans la politique alimentaire mais elle se heurte à l'absence d'une politique agricole appropriée et favorable au développement de l'agroécologie

PRINCIPAUX DÉFIS ET BARRIÈRES POUR LA MISE EN PLACE D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE À LA TRANSFORMATION AGROÉCOLOGIQUE

- l'information des acteurs des chaînes de valeurs à tous les niveaux

Beaucoup de confusions sont notées dans la compréhension de l'agroécologie et les échanges avec les acteurs sur le terrain montrent une méconnaissance des règles et principes

La conscience de l'état de dégradation des terres est réelle mais elle ne change pas pour autant les pratiques notamment pour le système mil/Arachide. Les progrès sont plus perceptibles au niveau du maraichage où une véritable dynamique vertueuse en faveur de l'agroécologie semble s'installer même si c'est encore lent et concerne des superficies moindres.

- le financement de la transition agroécologique.

La promotion d'investissements dans l'agriculture exige des financements accrus et une stratégie claire qui cible les filières prioritaires et les différents maillons de leurs chaînes de valeur ayant le plus besoin d'investissements.

Un plaidoyer est aussi nécessaire pour une coordination et une complémentarité entre les différents fonds d'appui destinés à l'agriculture.

PRINCIPAUX DÉFIS ET BARRIÈRES POUR LA MISE EN PLACE D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE À LA TRANSFORMATION AGROÉCOLOGIQUE

- **Le défi de la modernisation.**

On note une approche filières et chaînes de valeurs plus élaborée et des efforts réels de changer les modes de production, pour le maraichage et moins dans l'agriculture

Toutefois, le recours à des technologies nouvelles comme l'accès à l'information climatique grâce à une plateforme développée par l'ANACIM est une innovation de taille

Pour l'amélioration de la carte variétale du mil et de l'arachide, l'ISRA a développé et proposé de nouvelles variétés qui permettent aux producteurs de s'adapter aux fluctuations pluviométriques nées des changements climatiques mais l'information à la base est encore très faible et les quantités sont insuffisantes

- **la faible implication des collectivités territoriales.**

La planification et l'aménagement sont des compétences essentielles en matière de gestion des changements climatiques et en particulier de l'adaptation. Grâce à cette compétence, les collectivités territoriales peuvent élaborer et exécuter des plans climats intégrés à l'échelle de leur territoire ou même des plans locaux d'adaptation. Mais malgré une marge d'intervention très vaste l'intervention des CT reste toujours faible

RECOMMANDATIONS

- **Une plus grande information des acteurs** sur l'agro-écologie dans toutes étapes des chaînes de valeur à travers des événements inclusifs et réguliers ;
- **Mettre en place un cadre de concertation** national sur l'agro-écologie qui va aider à l'harmonisation de la compréhension du concept de l'agro-écologie et des pratiques associées ;
- **Un partage des connaissances et bonnes pratiques** en matière d'agro-écologie,
- **Améliorer la répartition des subventions** destinées à l'agriculture en augmentant progressivement la part réservée à l'agro-écologie ;
- **Adopter une vision systémique** dans la conduite des opérations concernant les différentes étapes des chaînes de valeur en considérant la complémentarité entre les différentes étapes et les actions menées par les acteurs .
- **Mettre en place des incitations** spécifiquement dédiées au développement de l'agro-écologie
- **Réserver une place importante aux produits issus de l'agro-écologie** au niveau du marché d'intérêt national (MIN) ;

RECOMMANDATIONS

- **Encourager les opportunités d'affaires** orientées vers le développement de l'Agro-écologie en concertation avec les structures d'appui de l'État (LBA, FONGIP, DERFJ, ADEPEM, ASEPEX, ARM, DHORT, DA, DAPSA, etc.)
- **Améliorer les investissements** relatifs aux infrastructures de stockage et de commercialisation, aux équipements par la mise en place de lignes de crédit spécifiques destinées au développement de l'agro-écologie ;
- Dans l'approche de financement de l'agro-écologie, **appuyer la mise en place de hubs agricoles**, sur la base de partenariat entre les structures de l'Etat (Projets et programmes), les jeunes et femmes organisés en GIE et les organisations faitières
- **Promouvoir le développement de méthodes d'exhaure** qui privilégient des technologies qui réduisent de manière drastique la consommation de l'eau à $\frac{1}{4}$, et favoriser ainsi des bénéfices pour l'environnement en termes d'atténuation des émissions de GES issue de l'utilisation de gasoil ; accompagner la transition de la pompe thermique au pompage solaire ;
- **S'appuyer sur les résultats de la recherche** : pour développer les arguments pour convaincre les réticents à aller l'agro écologie ;
- **Subventionner la transition agro-écologique**, mais selon des principes de transparence et d'efficacité en associant les organisations de producteurs

Merci!

**de votre
Attention**

